

La nouvelle gouvernance européenne :

3. Un concept à préciser

Alors que l'Europe vient de refermer définitivement les cicatrices de la seconde guerre mondiale et du terrible partage artificiel qui a suivi, en s'ouvrant à dix nouveaux États membres, un double défi voit dorénavant le jour : le renforcement de la démocratisation de l'Europe notamment en rapprochant les institutions du citoyen et en repositionnant l'Union dans un environnement mondialisé. Cette prise

de conscience s'est traduite dès le conseil européen de Laeken en décembre 2001 au cours duquel les chefs d'État ont non seulement dressé un constat clair sur la situation de désaffection des citoyens à l'égard de l'Europe mais surtout ont amorcé une nouvelle gouvernance en annonçant par exemple la mise en place de la Convention Giscard qui donnera naissance au texte de Traité constitutionnel sur lequel nous débattons abondamment en 2005. Dans leur déclaration, les chefs d'États reconnaissent qu'il faut "rapprocher les institutions européennes du citoyen. Certes, les citoyens se rallient aux grands objectifs de l'Union, mais ils ne voient pas toujours le lien entre ces objectifs et l'action quotidienne de l'Union. Ils demandent aux institutions européennes moins de lourdeur et de rigidité et surtout plus d'efficacité et de transparence. Beaucoup trouvent aussi que l'Union doit s'occuper davantage de leurs préoccupations concrètes, plutôt que s'immiscer jusque dans les détails dans des affaires qu'il vaudrait mieux, compte tenu de leur nature, confier aux élus des États membres et des régions. Certains ressentent même cette attitude comme une menace pour leur identité. Mais, ce qui est peut-être plus important encore, les citoyens trouvent que tout se règle bien trop souvent à leur insu et veulent un meilleur contrôle démocratique".

Au sujet de la situation de l'Europe dans le monde, les chefs d'État pensent qu'il s'agit dorénavant d'une "puissance qui est à même de jouer un rôle stabilisateur au plan mondial", qui doit "prendre ses responsabilités dans la gouvernance de la globalisation". Si les attentes des citoyens européens se situent "dans le domaine de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que dans le domaine de la cohésion économique et sociale", ils englobent aussi la recherche d'une meilleure gouvernance, d'une meilleure

"gestion des affaires publiques" par "la création de nouvelles opportunités, et non de nouvelles rigidités", "davantage de résultats, de meilleures réponses à des questions concrètes, et pas un "super-État" européen ni des institutions européennes qui se mêlent de tout".

L'Europe n'a donc pas d'autre choix que de se ressourcer et de réformer sa gouvernance en simplifiant ses institutions ou du moins leur fonctionnement pour qu'enfin

politiques éducatives, sociales, économiques "les résultats décevants s'expliquent par un agenda surchargé, une coordination médiocre et des priorités inconciliables. Il n'en reste pas moins que l'absence d'action politique résolue a posé un problème majeur. Il est devenu d'autant plus urgent d'appliquer la stratégie de Lisbonne que l'écart de croissance s'est creusé par rapport à l'Amérique du Nord et à l'Asie, alors que l'Europe doit relever les défis conjugués d'une croissance démographique

faible et du vieillissement de sa population. Le temps presse et l'heure n'est pas au contentement de soi". Le rapport préconise sur 60 pages plusieurs mesures comme par exemple de rendre l'Europe plus attrayante pour les chercheurs en leur facilitant la mobilité, d'offrir des incitations financières pour que les travailleurs restent actifs plus longtemps, de diminuer les charges administratives des entreprises... avec le maintien des objectifs généraux fixés pour 2010. Il y a quelques années encore, jamais un tel rapport n'aurait été diffusé à grande échelle démontrant les

efficacité des mesures techniques mises en oeuvre en Europe pour atteindre les objectifs politiques ce qui dénote une véritable nouvelle démarche dans le partage de l'information et le dialogue avec les citoyens.

F. L

"Relever le défi : la stratégie de Lisbonne" par Wim Kok, novembre 2004, un document à consulter à l'adresse :

http://europa.eu.int/comm/lisbon_strategy/index_fr.html

ces dernières retrouvent une légitimité démocratique.

Depuis le sommet de Laeken, les pratiques européennes ont sensiblement évoluées pour recentrer l'Europe autour des citoyens, à tel point que 2005, année de débat sur de nouveaux grands projets structurels est aussi consacrée "année européenne de la citoyenneté"... une décision prise par le Conseil de l'Europe et destinée à "amener les 800 millions d'Européens des 46 États membres à s'intéresser à l'Europe et à la politique".

La transparence, tant évoquée, est devenue une réalité : en novembre 2004, l'ancien premier ministre hollandais Wim Kok a été chargé d'un rapport de mi-parcours sur la stratégie de Lisbonne : les dirigeants européens ont donné pour engagement à l'Union européenne de devenir, d'ici à 2010, "l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement".

Ce rapport sans complaisance à l'égard des institutions et des États membres détaille les insuffisances de décisions adaptées des